

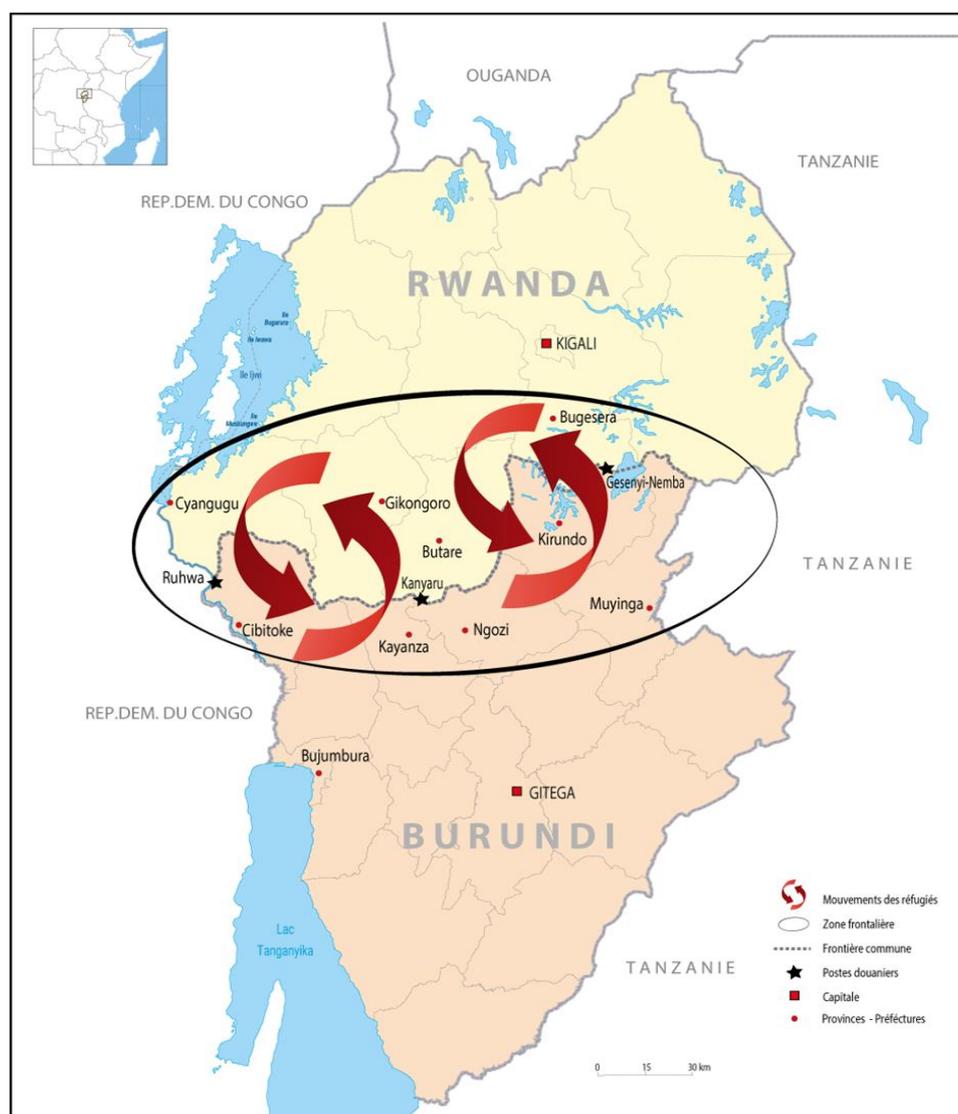
Les massacres de Ntega et Marangara au Burundi à l'aune de la Microhistoire

Séminaire des boursiers de la Fondation

pour la Mémoire de la Shoah

17-18 janvier 2024

Philbert Nkurunziza



Carte réalisée dans le cadre d'un article articulant la violence et la frontière entre le Burundi et le Rwanda

Je n'oserai pas commencer ma présentation sans adresser mes profonds remerciements à la FMS pour l'intérêt et la confiance qu'elle porte pour une telle étude sur le Burundi. Merci également pour l'organisation de ce séminaire qui me sauve en quelque sorte d'un isolement dans lequel je suis seul face à mes cadavres, à travailler sur cet objet détestable. Je vous en serai donc toujours reconnaissant.

Malgré la difficulté de rendre compte de cet exercice fuyant et déroutant qu'est l'étude d'un massacre, je suis content de parler juste après les communications sur le Rwanda, un pays d'une proximité sociale, politique et anthropologique avec le Burundi, son faux jumeau. D'ailleurs, le cas que je vais traiter dans ces lignes représente une parfaite répétition générale du génocide contre les Tutsi du Rwanda en avril 1994.

Introduction

Au même titre que le Rwanda en effet, depuis son accession à l'indépendance en juillet 1962, le Burundi, pays de l'Afrique de l'Est, ploie sous le poids d'une série de violences meurtrières extrêmes ayant emporté des milliers de vies humaines, poussé des milliers d'autres dans les camps de réfugiés loin de chez eux. Ce qui fait que chaque famille recense un mort, un disparu, un exilé, une victime de ces massacres génocidaires cycliques. Le Burundi est, en référence à chaque unité d'action, de temps et de lieu, une « terre de sang » pour reprendre le concept de Timothy Snyder. C'est un vaste cimetière dont les victimes n'ont pas bénéficié d'obsèques dignes et dont leurs familles n'ont pas fait de deuil. Les victimes comme leurs bourreaux n'ont jamais été identifiés. L'impunité règne et les réparations se font toujours attendre. Et plus grave, c'est la police qui encadre la mémoire, en autorisant la mémoire officielle (plus forte) tout en forçant la mémoire faible à entrer dans la clandestinité.

De cette litanie de crises à caractère politique aux fortes dimensions identitaires, notre recherche analyse particulièrement « **les massacres de Ntega et Marangara** ». Ces derniers, en dépit d'un passé émotionnellement chargé et mal géré, ont surgi en contexte de « paix » et dans un espace-temps assez resserré, avec un bilan humain dont les extrêmes communiqués, oscillent entre 5 000 à 24 000 morts pendant 10 jours (entre le 14 au 24 août 1988) et ont produit environ 60 000 réfugiés, dans un périmètre ne dépassant pas, approximativement, 500 km².

La présente recherche s'est proposée de microanalyser l'engrenage de ces *processus organisés de destruction des civils*, en mettant la focale sur les « agents d'exécution »,

ceux qui tuent de leur propre main, de restituer les enjeux qui les motivent, les conditions singulières dans lesquelles ils agissent et à comprendre les éléments qui métabolisent cette violence au-delà de la boîte à outils incomplets qu'offre l'ethnicité. Curieusement, au Burundi, la violence a toujours été pensée, étudiée et comprise sous un angle vertical et collectif. Or, il n'en est rien, en réalité. Analysée ainsi, la violence perd sa substance, et la quête de sens se prive d'importants éléments de compréhension. Car, on en est convaincu, c'est dans les détails, dans les marges que gisent la compréhension de l'histoire en général, et de l'histoire des massacres pour ce cas précis.

À cet effet, inspiré de la démarche des travaux pionniers dans l'analyse des violences de proximité, qui changent radicalement les échelles d'observations, à l'instar de ceux d'Alain Corbin, de Christopher Browning, Hélène Dumas, Ann Fujii ou encore Jérémie Foa, j'ai été convaincu qu'il est possible de rétrécir le champ d'analyse afin d'insérer l'analyse de ces acteurs hétéroclites de ces massacres d'août 1988 (victimes, rescapés, bourreaux ou témoins) dans cette perspective. Celle-ci permet de reconnaître le problème de définition des acteurs. Car, les bourreaux peuvent sauver, les sauveteurs peuvent tuer et les témoins peuvent piller.

C'est une façon de faire sauver ces catégories fondamentalement hétéroclites de l'anonymat, et c'est en quelque sorte une tentative de leur donner des visages. Car, ai-je remarqué, cet anonymat alimente la fatalité c'est-à-dire participe à la collectivisation de l'innocence et de la culpabilité. Mais, comment procéder ?

Si l'on dispose, sur ces massacres, quelques documents d'analyse et d'interprétation, il manque à ce jour ceux traitant les terreaux de cette violence, analysés « au ras du sol ». Les replacer dans leur contexte local de violence structurelle, culturelle, psychologique nous semble pertinent pour saisir les mécanismes inter et intra-individuels implicites d'ordre social, politique qui se sont joués. Cette problématique énoncée, postule que des micro-conflits du quotidien entre voisins permanents, les dimensions de haine, de jalousie sociale, de violence foncière, d'une « administration privatisée et étrangère », couplées aux humiliations et les frustrations permanentes, ont tapissé le lit de cette violence dont le passage à l'acte n'est qu'une extériorisation des enfermements. Ainsi, cette recherche prend appui sur un corpus d'une centaine d'entretiens recueillis sur le champ des massacres entre 2015 et 2023, complétée par l'exploitation des archives diplomatiques françaises (à Nantes) et belges (à Bruxelles), des archives du Haut-Commissariat pour les Réfugiés et des archives privées (pour ne citer que les principaux).

Dans ces corpus, on remarque malheureusement certaines faiblesses dues notamment à des destructions méchantes, à des mensonges, à la censure des documents, aux langues de bois, etc., et surtout des trous de mémoire et l'anachronisme des témoignages directement liés à la superposition des drames et des acteurs très hétéroclites. Souvent, ces archives sont des papiers pièges, pour emprunter le mot à Jérémie Foa, des écrits de combats politiques, fatalistes, de justification. À cela s'ajoute, le contexte politique et sécuritaire actuel défavorable à une recherche indépendante (où la Commission Vérité et Réconciliation (CVR), sans le dire, a bloqué tout accès aux archives publiques par des chercheurs particuliers. Malgré donc toutes ces lacunes et difficultés, notre immersion sur les lieux du crime nous a permis de retracer l'enchevêtrement des logiques ayant conduit à ce double projet génocidaire dans sa phase insurrectionnelle d'abord et répressive ensuite à travers desquelles filigraient une dette de sang.

La démarche consiste, à tenter une singularisation des acteurs, à les prendre au sérieux, à scruter leur part d'autonomie et à évaluer le degré de manipulation dans ce retournement du voisinage. Car, se jouant à l'échelle de l'individu (ou de groupe d'individus) au bout de la chaîne meurtrière, les massacres de proximité (entre voisins) questionnent à la fois sur la géographie, la technologie de la violence (l'espace, l'intensité, le savoir-faire meurtrier), la théâtralisation meurtrière, les trajectoires fuite, etc.) sans oublier les stratégies de résistance, rares certes, mais, réelles.

L'enchevêtrement de tous ces mécanismes complexifie donc la reconstitution d'un massacre d'autant plus que les actes meurtriers relèvent toujours du caché, de non-dits tant et si bien que les bourreaux et victimes cohabitent avant et après le massacre. De surcroît, les victimes comme les bourreaux nous ressemblent, ils sont à notre image. Ce sont des gens normaux, *ordinaires* pour reprendre le concept de Christopher Browning, mais surtout *disponibles* pour celui de Richard Rechtman. À l'image de la Shoah ou du génocide des Tutsi au Rwanda, ces massacres brefs, mais éminemment intenses, lancent donc un défi à la recherche de pouvoir effectivement isoler l'individu dans les stratégies d'acteurs, à partir de là où ces dernières se sont nouées : à l'échelle des familles, des voisins, des collines. C'est donc cette métamorphose des voisins en bourreaux, ce passage de l'embrassement à l'embrassement qui constitue le point nodal de notre recherche. Les matériaux à notre disposition et mentionnés ci-haut permettent, modestement, de relever ce défi.

Processus de déconditionnement à l'humanité et de reconditionnement à l'inhumanité

S'il ne faut pas ignorer les antécédents éloignés de cet engrenage meurtrier, depuis la fin de la colonisation et de l'administration de ces entités périphériques, le sous-développement social dont elles ont longtemps souffert, la logique meurtrière se développe dans le corps social local de manière progressive jusqu'à l'explosion d'août 1988. En effet, écartelées entre deux systèmes politiques similaires par la nature, mais différents par la forme ; éloignées de Bujumbura (centre politique du Burundi) et proches des influences exogènes¹ de l'arrière-pays (la zone frontière)² ; côtoyant des réfugiés tutsi rwandais accueillis par vagues successives depuis 1959, les populations de ces deux communes ont développé des attitudes contestataires, voire rebelles. C'est sur base de cette position périphérique et de proximité idéologique avec l'arrière-pays qu'un mouvement, le Palipehutu a su galvaniser leurs doléances. Parce qu'on écoute bien le message quand on respecte le messager. Le recrutement au sein des élites locales, des contremaîtres de la subversion parmi les moniteurs agricoles et les enseignants du primaire, a permis à ce mouvement clandestin, radical et radicalisé, à influencer sur les masses paysannes locales. Ce parti centrait, rappelons-le, ses enseignements sur les blocages de promotion sociale et des humiliations permanentes dont serait victime toute la communauté hutu, une majorité minorisée, depuis surtout les massacres à caractère génocidaire d'avril-mai 1972. À ce propos, ce poids du passé non ou mal géré, a été instrumentalisé par des élites locales, commissaires politiques locaux de cette organisation, en déphase avec le gouvernement du Burundi à l'époque. « 1972 » agira donc comme une substance dopante et réussira à mettre sous tension le psychisme social local, un élément déterminant de passage à l'acte.

Toutefois, il est essentiel de le noter tout de suite, l'obéissance aveugle dont on érige souvent comme un facteur déterminant dans les manifestations violentes paraît bien discutable, voire contestable. Le délire des meurtriers est lucide, c'est une *folie raisonnée* pour emprunter le mot à l'historien Marc Renneville, ou encore pour faire allusion à la *rationalité délirante* du sociologue Jacques Sémelin.

Le renversement du régime du président de Bagaza en septembre 1987, qui avait instauré un quadrillage administratif policier assez permanent, a ouvert au

¹ Les échanges commerciaux, la radio, les liens matrimoniaux avec le Rwanda fascinaient ces populations périphériques par rapport au Burundi intérieur et demeuraient très solides

² État-major du Palipehutu, Parti pour la libération du peuple hutu, créé en avril 1980 en Tanzanie par des réfugiés burundais de 1972.

Palipehutu une brèche à l'intense activité de sensibilisation grâce à l'accès et la circulation des tracts et l'organisation des *meetings* nocturnes ». Et l'explosion des massacres surviendra au moment où les structures administratives de base du nouveau régime étaient encore fragiles. C'est d'ailleurs ce relâchement administratif, cette fragilité voire cette absence de « l'État local » qui conduira à une duplication-hybridation de l'administration. À ceci, faut-il ajouter une forme d'administration « étrangère » où justement à cause du sous-développement des infrastructures scolaires, certains représentants locaux de l'État étaient recrutés ailleurs. La fracture s'est progressivement renforcée entre ces derniers, jugés insouciantes, arrogants et hautains moins par les populations que par les « contremaîtres du Palipehutu, véritables « figures sociales hybrides.

La cassure entre administratifs et administrés a donc ouvert une brèche aux doctrines subversives. Dans les réunions à la commune, certains chefs à la base (chefs de zone, de secteurs ou de colline) se retenaient ou ne rapportaient plus rien. Or, c'est ce sur quoi repose toute gestion de la cité : l'information. Autant les messages de la commune n'atteignaient plus la base, autant les doléances de la base ne remontaient plus à la commune. Dans tous les cas, le message s'il passait, la substance en était modifiée, voire déformée. Ce travail de sape savamment orchestré par cette propagande souterraine accentuera d'abord une crise de confiance, puis à une montée de méfiance et par conséquent, au délitement de la puissance publique locale. Dès lors, se comprend la difficulté, voire l'impossibilité à l'autorité communale de capter la paysannerie pour reprendre le concept de Goran Hyden appliqué au cas tanzanien³. Les membres du Palipehutu, qui faisaient d'ailleurs partie de cette administration et de l'UPRONA (parti unique), parviendront ainsi à dédoubler, à le concurrencer et à le miner de l'intérieur. Leur efficacité tient enfin à la faiblesse de l'État central⁴, à la maladresse de l'État-local presque défaillant, parce que désagrégé de l'intérieur.

Quand on analyse la main-d'œuvre meurtrière, très minoritaire d'ailleurs, recrutée entre 18 à 45 ans environ, on remarque véritablement un déficit de développement, un analphabétisme profond, paradoxalement dans un contexte d'abondance vivrière et de disponibilité financière (notamment la productivité des marais permettant

³ Goran Hyden, *Beyond Ujamaa in Tanzania: underdevelopment and an uncaptured peasantry*, Londres, Heinemann, Educational Books, 1980

⁴ Ce massacre a surgi à peine une année (11 mois pour être précis) après la prise du pouvoir par un Coup d'État non sanglant ayant porté au pouvoir le Major Pierre Buyoya contre le Colonel Jean Baptiste Bagaza, le 3 septembre 1987. Ce dernier avait bâti son pouvoir sur une administration extrêmement policière et le relâchement occasionné par le putsch offrait une brèche au Palipehutu de vulgariser son projet politique de déstabilisation.

parfois trois récoltes annuelles). Ici encore, ce binôme explosif (*ubujuju n'agahimbo*) s'ajouta à un délitement des liens sociaux, familiaux en l'occurrence, et accentua surtout la puissance des liens faibles pour faire référence au concept de Marc Granovetter matérialisé par la fragilité de l'emprise familiale, les violences domestiques, le vol des récoltes sur pied, des concubinages, la culture et la consommation des drogues, etc. Se décèle ainsi ce processus de déconditionnement à l'humanité vers un reconditionnement à l'inhumanité des « acteurs ordinaires ». Ce processus vaut aussi bien pour les insurgés hutu que pour les pelotons meurtriers de l'armée nationale déployés pour l'intervention. Qu'en est-il de ces militaires ?

Au Burundi, le phénomène militaire est complexe à analyser. L'accès à ses archives (du ministère de la Défense ou de l'État-major) est particulièrement difficile et la parole des militaires l'est tout autant. Le culte du « secret défense » traverse les temps, les régimes et les rangs militaires et semble placer cette « grande muette »⁵ hors du domaine de l'étudiable. Au passage, dans la collecte des témoignages, les rares militaires rencontrés, sont moins bavards par nature ou par contexte politique régnant dans le pays depuis 2015. Ils se méfient d'une quelconque enquête dans laquelle leur culpabilité laisse moins de doute. Et l'image d'une armée ou d'une police renseigne sur celle de l'État qui les crée. À ce titre, le corps militaire reflète en effet cette image d'une institution privatisée, distante, autant respectée que crainte, voire honnie. C'est un objet ethnique (ou politique) non identifié, brusquement et violemment tombé sur des inconnus. Et c'est sous cet angle qu'il sera analysé. Je ne peux faire autrement.

De la même manière, il est séant de noter que l'armée à l'instar de l'administration publique ont toujours été pensées comme des remparts sécuritaires pour les uns, des outils répressifs pour les autres. Au niveau local (dans ces deux communes), l'armée est un corps étranger, moins et mal connu. Largement dominée par des éléments tutsi selon l'imaginaire collectif de l'époque, l'armée représente ce contre quoi le Palipehutu était appelé à lutter. D'ailleurs, le travail de communication de ce mouvement consistera à confondre l'armée et l'administration à l'ethnie tutsi.

Comprendre l'atmosphère politico-sociale dans laquelle ces militaires sont nés et grandis, c'est éventuellement pouvoir saisir les éléments qui ont façonné leurs comportements. Parmi ceux-là, le drame génocidaire de 1972 semble avoir structuré leur système de valeurs et porté les membres de ce corps à l'endoctrinement et aux

⁵ Je subtilise cette expression par rapport à son expression initiale. Selon celle-ci, la deuxième République française (1848) avait refusé le droit de vote aux militaires en contexte de tensions avec l'Allemagne. Droit qui sera rétabli en 1945 par le Général De Gaulle.

sentiments de vengeance. Cela dit, au Burundi de manière globale, la région est une identité au même titre que le clan ou l'ethnie. En plus d'être considérée comme ethniquement homogène, la répartition géographique de l'armée était inéquitable. Les régions de Bututsi, Mugamba, Kirimiro, Makamba, etc., fournissaient le gros des effectifs. Les comportements et leurs systèmes de valeurs de ces militaires, nés et grandis dans cette atmosphère de cristallisation ethnique, sont façonnés et structurés autour du drame génocidaire de 1972. Celui-ci rendait perméables l'endoctrinement et les sentiments de vengeance ethnique au sein de ce corps. Or, majoritairement issus des basses couches sociales dans cette partie du pays, certains officiers, sous-officiers et hommes de rang, avaient perdu des parentés, directes ou éloignées, dans ces massacres. De plus, dans de tels cas, se jouent des affinités de corps et les liens faibles entre militaires se renforcent au gré des temporalités ethniques et de vie commune dans les casernes. L'exemple de Havyarimana, surnommé Kirato, jeune officier de l'armée originaire de Vugizo illustre cette dette de sang. Son père tué en 1972 en commune de Vyanda, ses meurtriers hutu lui arrachent ses testicules, pour les enrober dans son manteau avant de pendre le cadavre. On imagine, lui et ses collègues, parfois de même statut victimaire, comment s'est déroulée leur « mission de rétablissement de la paix ». Ceci d'autant plus que lors de la mobilisation des armées en vue de l'intervention, le postulat de base avait été faussé ou plutôt confus. Selon, les témoignages, les autorités militaires apprennent à leurs troupes que « le Palipehutu a attaqué ». Ainsi définis, les militaires amalgament le Palipehutu et ses symboles humains. Pour eux donc, « *tous les Hutus avaient collaboré avec le Palipehutu dans l'insurrection* ». Avec l'idéologie acquise, ils se convainquent aussi que les jeunes laissés en vie en 1972 sont probablement les insurgés de 1988, « *qu'il fallait exterminer cette fois-ci même les nourrissons, pour annihiler à jamais toute velléité de rébellion* ». En dernière analyse, la logique d'un « *État menacé qui devient menaçant* » pour reprendre la formule de Jacques Sémelin, distingue trois scénarios possibles de crise autour desquels un massacre peut survenir : la faiblesse de l'État, le déficit de légitimité et la vulnérabilité. En 1988, la situation condense adéquatement ces trois situations. De ce fait, les militaires estiment tout compréhensible d'anticiper les souhaits du pouvoir, comme l'ont fait ces *hommes ordinaires* du 101^{ème} bataillon de réserve de la police allemande. Ils se proposent de faire la guerre pour conquérir la paix et l'harmonie sociale, dans une logique de violence préventive en contexte de faiblesse de l'État et de crise de société. Ainsi, le déploiement de l'armée s'entendait comme une tentative d'imposer la

présence de l'État et à se légitimer par la force pour vaincre sa vulnérabilité. Justement là où l'État peine à « capturer la paysannerie ».

Passage à l'acte : insurrection hutu et répression militaire

Dans une allure de liesse meurtrière, des bandes de Hutu massacrent sélectivement leurs voisins tutsi avec qui ils partageaient tout ou presque. Dans plusieurs collines (unités administratives de base), tout individu de sexe masculin représente une cible prioritaire. Aussi, la sélection des victimes respecte un certain protocole : plusieurs ménages attirent plus les meurtriers que les autres et les critères tournent autour d'une aisance matérielle relative, l'existence d'un militaire parmi les membres de la famille, familles au sein desquelles des enfants sont scolarisés ou ayant des parentés en ville, dans la capitale, etc. Cela vaut autant dans l'insurrection que dans la répression.

En termes de l'intensité, de la géographie et de la technologie de massacres, les enquêtes de terrain montrent cependant que Ntega et Marangara ne sont pas un bloc homogène. Cela dit, la commission du massacre diffère d'une colline à l'autre et reste plus souvent tributaire de l'implication ou non du chef administratif local. Au demeurant, la nature de cette violence horizontale permet de dégager, une réalité troublante : l'échange des meurtriers entre les collines, exception pour les pillages ! Si la stratégie d'anonymat consistait à susciter de l'ardeur aux massacres, elle servait aussi à minimiser l'empathie des meurtriers, en état artificiel, sur leurs voisins non immédiats, aux liens indirects. S'agissait-il aussi de se prévenir de toute éventualité de poursuites judiciaires dans l'avenir, de s'exposer à la hargne sociale, et peut-être de se prémunir de cette image traumatisante du cadavre à son bourreau.

Une intervention militaire, censée venir « rétablir l'ordre, se mua en une répression systématique. Dans leurs séries d'opérations meurtrières foncièrement liées à la topographie des collines filigrane un désir de vengeance greffé sur la colère et assuré de l'impunité. Si les militaires déploient un arsenal d'engins comme s'ils faisaient face à un ennemi redoutable, ces engins ne serviront, en réalité, qu'à terroriser les populations amalgamées à l'ennemi, car ils s'adapteront à l'ennemi en utilisant plutôt des armes blanches et d'autres armes légères (baïonnettes, machettes et kalachnikov). La disproportion des armes pour ce cas semble d'ailleurs dénuée de sens ici. La cartographie des opérations militaires meurtrières dévoile plusieurs dimensions du passage à l'acte. D'abord, elle renseigne l'occupation ethnique des Tutsi ou des Hutu selon les cas. Dans un cas comme dans l'autre, l'intervention vise

à venger les victimes. Dans cette hystérie de vengeance, ils recherchaient des commerçants, des enseignants, des gens éclairés parce que suspectés d'avoir intoxiqué les masses, mais aussi pour piller de l'argent. Enfin autour des infrastructures sociales (écoles, églises, près des routes) là où l'accès pour leurs voitures est possible. Certaines collines topographiquement difficiles n'ont pas été touchées par la répression. Parmi les rares militaires natifs de ces communes (estimés à moins d'une vingtaine et exclusivement tutsi), quatre en congé et qui en avaient profité pour célébrer un mariage d'un collègue à Buringanire (à Ntega) ont été tués par les insurgés, pris pour des cibles privilégiées. Les rescapés constituèrent, à l'arrivée de l'armée, non seulement des guides précieux, mais surtout, grâce à la cohésion de leur corps, des pièces centrales des massacres de vengeance.

Moins nombreux sont les sauveteurs, ces « gens du bien au temps du mal », pour reprendre la formule de Svetlana Broz. Comprendre leurs perceptions sur eux-mêmes, celles de leur voisinage immédiat, les logiques de leur comportement permet de nuancer voire d'invalider le prétexte d'obéissance ou de conscience collective dans la violence. À l'inverse des « justes » du Rwanda incompris de toute part comme l'illustrent les travaux de l'écrivain et journaliste Jean Hatzfeld, les symboles d'humanité et d'humanisme connus ou anonymes de Ntega et Marangara, sont entourés d'une respectabilité et d'une considération sociale énorme. Ils incarnent le Bushingantahe, cette intégrité complète de l'être humain dans la tradition burundaise. Ainsi, *avoir agi en laps de temps, sans consulter personne et de façon désintéressée me permet de marcher en air de triomphe, avec dignité*, résumait parfaitement Pascal Ngendakubwimana, un chef hutu de Secteur Runda, en commune Marangara qui a sauvé 19 Tutsi les abritant dans une fosse à l'arrière-cour de sa maison.

Entre-temps, au moment où près de 8 000 rescapés majoritairement tutsi sont accueillis dans les centres administratifs, religieux à l'intérieur du pays, près de 60 000 d'autres rescapés majoritairement hutu franchiront, en l'espace de trois semaines, dans près de huit camps de réfugiés à Butare au sud du Rwanda. Cette trajectoire de fuite traduit non seulement le clivage ethnique enraciné dans l'univers social local, ou la provenance du danger, mais surtout la proximité spatiale et anthropologique. Bien que cette description ne soit pas stricte, les tendances générales se déclinent ainsi. Aussi, grâce à une conjonction des pressions tous azimuts et de la souplesse des autorités politiques, le rapatriement des réfugiés de 1988, reste exemplaire dans la région des Grands Lacs africains. En complicité avec des partenaires extérieurs, le HCR, le Rwanda et le Zaïre, le Burundi parvient, en

l'espace de 3 à 5 mois, de faire retourner toutes ces populations dans leurs ménages. Un programme de reconstruction matérielle (scolarisation massive et gratuite des enfants, maisons détruites, ponts, semences, etc.) est mis en marche depuis octobre 1988. Paradoxalement, une politique d'amnistie générale institutionnalisera une culture d'impunité et enclenchera une ouverture politique contrôlée.

Conclusion

Pendant l'insurrection comme lors de la répression, les meurtriers pillent, tuent, brûlent. La géographie et les techniques de mise à mort varient d'une colline à l'autre et restent largement tributaires de l'attitude de l'État micro-local. Sans déresponsabiliser la main-d'œuvre paysanne dans les massacres, les intermédiaires déchaînent les masses par des enseignements rebelles. Et tout le monde y trouve de l'intérêt (jalousie sociale, volontés d'enrichissement par les pillages, etc.). Aussi, par la théâtralisation meurtrière, les corps sont pris comme des champs de bataille, des objets ethniques sur lesquels se déploie une liesse meurtrière. Les bourreaux trient les victimes, sectionnent les nez et les cous, raccourcissent les jambes, éventrent les femmes, etc. À Ntega et à Marangara, les massacres sont largement masculins. Comme pour les Huguenots français dans la Seine ou les Tutsi rwandais dans le Nyabarongo, le traitement des cadavres de Ntega et Marangara respecte le même mode opératoire. Plusieurs victimes de 1988 sont soit jetées (mortes ou agonisantes, mais ligotées) dans la Kanyaru, d'autres dans les latrines, ou cachées dans les fosses communes anonymes.

Une trentaine d'années après, quelques constats sautent aux yeux.

D'abord, les massacres de Ntega et Marangara sont toujours là. Le poids des morts et le fardeau de souffrances pèsent encore sur les vivants. Le temps n'a rien effacé. Non identifiés, impunis et sans réparations, les bourreaux et les victimes rescapées cohabitent dans un semblant d'harmonie sur les mêmes champs de massacres. En dépit d'une demande sociale forte de vérité et de réconciliation, le travail de mémoire se fait toujours attendre et le dialogue des mémoires que la CVR actuelle était censée piloter est miné par des intentions politiques sectaires, à cause d'une *fluidité des rôles* et *du privilège du survivant*. Cela dit, ceux qui étaient victimes hier, sont devenus bourreaux et vice-versa, ou encore très souvent des médiateurs de mémoire. La société peine à inventer des modèles capables de transcender les blessures et de conduire un véritable dialogue des mémoires. Or, comme hier, la paille est toujours sèche pour une énième implosion. Il ne manque que l'allumette.

Ensuite, grâce à cette enquête-immersion, nous découvrons qu'*écouter* est un véritable art, un réel défi et un excellent remède. Autant pour les victimes que pour les présumés bourreaux, les entretiens de groupe offrent des occasions idéales pour le dialogue des mémoires et un désir de reconnaissance (vérité, justice (impunité) se lit dans leurs propos. Lors des entretiens de groupe, au-delà de recueillir des informations filtrées, car bien discutées, s'est dégagé chaque fois, des sentiments de compassion, des tendances fortes à comprendre « l'autre » « différent ». De la sorte, il est possible de bâtir **un compromis (une empathie) des souffrances**, de construire une mémoire stratégique (thérapie individuelle ou collective). Encore faut-il arriver à former de « sérieux » modérateurs, gestionnaires de ces passions.

Enfin, travailler sur les morts, les techniques de mises à mort, interroger de présumés bourreaux, savoir écouter les victimes souvent en larmes est une gymnastique intellectuelle extrêmement compliquée. À cet effet, lire leurs visages, comprendre leurs silences, leurs hésitations, se familiariser surtout avec leurs mensonges et non-dits, pénétrer la culture du secret est une expérience de vie. Aussi, les trous de mémoire, des discours anachroniques dus à la superposition des massacres restent des dimensions intéressantes à analyser. L'autre élément à prendre en compte est le chercheur lui-même. L'objet de recherche est délicat, les témoignages sidérants. Il y a une tentation de s'identifier aux victimes et de condamner vite les bourreaux. L'émotion peut tétaniser la pensée pour reprendre les mots de Jacques Sémelin. Mais, conscient de ce danger, il faut beaucoup travailler sur soi-même en essayant de trouver un équilibre entre les attentes de la recherche et celles des interviewés, en ajustant constamment l'impératif méthodologique et la flexibilité. En certains cas, il ne faut pas hésiter à adopter des attitudes complices pour décrocher des confidences.

Je vous remercie pour votre attention